

Extrait du Grands Reporters

<http://www.grands-reporters.com>

Dossier troisième voie

L’autre Algérie

- Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 1er avril 2007

Date de parution : 28 avril 1994

Grands Reporters

C'était il y a un peu plus deux ans, en janvier 1992, juste après le premier tour des élections législatives. L'Algérie n'est pas encore maculée de sang. Le FIS vient de rafler l'essentiel des voix : les islamistes exultent, le pouvoir se tait et les démocrates sont effondrés. Déjà, le pays se divise entre ceux qui demandent, "au nom de la démocratie", que l'on piétine le résultat des élections et ceux qui se disent prêts à affronter la victoire inévitable du parti de Dieu. Ce jeudi là, sur le front de mer d'Alger, il y a du soleil en plein hiver et des musiciens qui battent du tambour, les gens se parlent, sourient, et mêmes ceux qui se cloitraient chez eux, hébétés par l'annonce du résultat électoral, ont trouvé la force de s'arracher à leur mutisme pour venir défilé. Ils sont cinq cent mille manifestants, intellectuels, cadres, commerçants, employés de banque, ouvriers d'usine, hommes et femmes, certaines maquillées, talons hauts, d'autres voilées ; jeunes et vieux, en costume-cravate ou en burnous mais tous crient le même slogan : "Ni Etat policier, ni Etat islamique !" Et certains ajoutent : "Non aux forces de la tristesse !" Ce jour-là, un vent d'espoir souffle sur Alger, les démocrates se comptent en se frottant les yeux, tout étonnés de se voir aussi nombreux à oser descendre dans la rue, pour dire que le pire n'est pas inéluctable. Ils ont tort. Deux ans et cinq mille morts plus tard, la violence écrase l'Algérie. Le grand débat du deuxième tour a été tranché net, d'un coup d'état, par l'armée. Il n'y aura jamais de deuxième tour. Depuis, les islamistes en armes égorgent tous ceux qui ne leur ressemblent pas et les militaires portent les cagoules de la répression et des uniformes tâchés de sang. Le meurtre répond au meurtre. Au rythme actuel de trois cents morts par semaine, on a parfois l'impression de suivre la lutte à mort de deux bandes rivales. Aujourd'hui, le front de mer est vide. Et nos marcheurs ? Ceux qui croyaient à la force de la démocratie et cherchaient, entre deux dictatures, le chemin d'une "Troisième voie" ? Où sont-ils donc ? Certains ont choisi l'exil, parce qu'ils étaient menacés, écoeurés ou les deux à la fois ; d'autres se cachent dans la clandestinité, parce qu'ils ont peur, des intégristes ou du pouvoir ; d'autres sont morts, abattus à l'entrée de leur immeuble par un gamin du quartier ; et les autres, tous les autres, désespérés, se taisent. Dehors, on n'entend plus que le bruit des armes. Interdit, le FIS peut continuer à parler, à chaque page des journaux qui rapportent les attentats et les sabotages. La télé nationale et les médias restent toujours prêts à faire passer le discours officiel ou à interviewer ceux qui le relaient. Mais les démocrates, contestataires mais désarmés, sont réduits au silence. Et pourtant, ils pensent toujours la même chose : "Ni Etat policier, ni Etat islamique.." qu'ils complètent désormais d'un : "Ni guerre civile !" Des deux côtés, on les somme de choisir leur camp, de se placer du côté du pouvoir, des militaires qui ont juré "d'éradiquer" la mouvance islamiste, ou, au contraire, de rejoindre les rangs des intégristes qui tuent au nom d'Allah et ne jurent que par la république islamique. Les durs du camp républicain les traitent de pro-islamistes déguisés en démocrates, de lâches et de "valets de l'étranger" ; les islamistes les considèrent comme des vendus à l'occident, des ennemis de l'islam. Tous les taxent, au mieux, d'angélisme ou les désignent comme des traîtres, donc comme des cibles. Rien n'y fait. Ils meurent, s'exilent, se cachent ou se taisent mais ils refusent d'être pris en otages par les ultras des deux camps. Et disent non, obstinés, au chemin obligé de la violence. Troisième voie... Le terme, lui-même, avait jusqu'alors mauvaise presse dans le pays. Comme en 1960, quand le gouvernement français a essayé de glisser une troisième force, quelques nationalistes modérés, dans les négociations entre l'Etat et le FLN. Mais il était déjà trop tard, le FLN, sûr de lui, s'est retiré et la tentative a capoté. Dès 1990, après les élections municipales emportées par les islamistes, le pouvoir d'alors favorise la création de "partis indépendants", une flopée de micro-partis sans consistance qui seront rayés de l'histoire au premier vote. Jamais la société civile ne réussira à se structurer : "Chaque fois qu'un mouvement a commencé à émerger, la Sécurité militaire, police politique du régime, a réagi en créant aussitôt une ou plusieurs associations semblables, des mouvements-écrans suscités par le haut et destinés à semer la confusion et le chaos" explique un historien. Ligue des droits de l'homme, associations de femmes, de "Fils de martyrs" ou partis politiques...A chaque fois, le pouvoir réprime le mouvement, brouille les cartes et mine toute opposition démocratique. En octobre 1988, quand les jeunes algériens, excédés, descendent dans la rue, ils ne le font pas au nom du FIS. Ce n'est que six jours plus tard que les islamistes commencent à récupérer le mouvement. Entretemps, l'armée tire à la mitrailleuse lourde sur la foule. Bilan : cinq cents morts et un choc énorme dans le pays. Des médecins et des journalistes se regroupent, demandent l'arrêt de la répression, de la torture et la démocratisation de l'information. "Le pouvoir savait que les forces démocratiques étaient la seule alternative. Alors, il a tout fait pour favoriser le mouvement islamiste, en faire un véritable concurrent des démocrates," se rappelle Omar Belhouche, rédacteur en chef du Watan. " Là, le régime a carrément joué avec le feu !" Et il s'est brulé. L'histoire du FLN est ponctuée de ces gages donnés aux islamistes : Ben Bella, en col Mao, interdit la commercialisation de l'alcool ; Boumédiène choisit le vendredi, jour de mosquée, comme nouveau jour de week-end et Chadli fait promulguer un "code de la famille" archaïque qui transforme toute femme algérienne en objet. Cette fois, le pouvoir va plus loin. Il légalise le FIS, lui laisse investir les mosquées et les transformer en

tribunes politiques. Ali Belhadj et ses sermons brûlants enflamment des foules de jeunes en leur parlant de justice, de révolte et de sang. A raison de cinq prières par jour et d'un sermon le vendredi..."Le FIS," ironise Alger, "est le seul parti qui tiens cinq meetings par jour et un congrès par semaine." Dans le même temps, on ferme les médias aux partis d'opposition. "Les élections approchaient, le FLN a voulu agiter l'épouvantail du mouvement islamiste pour apparaître comme le seul recours...Grosse erreur !" Au soir des élections, le nain, devenu géant, incarne le changement. Et le régime doit désormais affronter celui qu'il a créé de toutes pièces. Et qui veut sa mort. Il faut attendre cette manifestation de janvier 1992 pour voir apparaître les tenants d'une véritable troisième voie. Beaucoup se sont abstenus aux élections, persuadés qu'elle seraient truquées, donc inutiles. Catastrophés par la victoire du FIS, ils refusent de faire appel à l'armée pour interrompre le processus électoral et prônent une lutte strictement politique. Dans leurs rangs, il y a des hommes et des femmes de tous les courants, intellectuels, journalistes, des militants du FFS d'Aït-Ahmed, du RCD de Saïd Saadi, même si leur chef a demandé l'annulation des élections, des membres du FLN, des islamistes modérés, voire des algériens qui n'ont voté FIS que pour chasser le pouvoir en place. Tous vomissent le régime, tous refusent l'Etat islamique et, désormais, tous sont épuisés par deux années de folle violence. "la troisième voie ? C'est d'abord l'écrasante majorité de la population algérienne : celle, précisément, qui est écrasée.." dit Mustapha, un journaliste qui peut vous dire le prix du kilo de tomates à la Casbah, le nombre ridicule de mètres carrés par famille en banlieue ou la liste des promesses non-tenues dans une cité d'Alger. " Ces gens-là ne sont pas des militants politiques. Ici, on les appelle des H.T.M, "Hchicha Talba M'icha", des "herbes qui ne demandent qu'à pousser au soleil". Ils veulent seulement une vie qui ne soit plus un parcours du combattant, ne pas mourir sa journée à courir après l'eau, le gaz, l'électricité ; à ne plus chercher, en vain, une simple batterie de voiture ou des médicaments pour leur gosse malade. Même à Alger, il y a des profs d'université qui ont préféré s'exiler parce qu'ils ne supportaient plus de se lever à trois heures du matin pour remplir un jerrycan au robinet !" Ce sont ces H.T.M qui ont formé le gros de l'électorat du FIS qui leur promettait pêle-mêle des logements, moins d'impôts ou la lutte contre la corruption. Les islamistes et le gouvernement leur ont promis le paradis et ils vivent l'enfer. Ils grimacent d'horreur quand ils apprennent que les islamistes ont décapité en pleine rue un gamin un peu débile, petit vendeur de cigarettes, qui avait oublié "l'interdiction de Dieu" de vendre du tabac dans la rue. Ils serrent les poings de rage quand ils voient revenir du commissariat un jeune du quartier, soupçonné de sympathie pour le FIS, arrêté et torturé à coups de chiffons imbibés de soude caustique fourrés dans la gorge. Mais ils pleurent sincèrement quand il faut aller consoler la famille d'un soldat abattu et mutilé par les terroristes. "Ce sont ces gens simples, cette troisième voie, qui empêchent une véritable guerre civile. Ils n'iront jamais vers le pouvoir qu'ils vomissent, comme ils haïssent désormais la violence du FIS" dit Mustapha. "C'est le socle de l'Algérie. Toujours sceptique, toujours pessimiste, mais humain. Personne n'est arrivé à le faire basculer dans un camp. A tous, il oppose une extraordinaire passivité !" Autour d'eux, la guerre fait rage. le temps n'est plus où les islamistes se jetaient sur les policiers un couteau à la main. Désormais, ils tiennent des maquis, attaquent des casernes, font brûler des mairies, des usines et des trains entiers ; ils tuent des préfets, des commissaires, des soldats, des femmes, des étrangers. Pour les combattre, la solide armée algérienne a jeté une grande partie de ses forces et de son âme dans la bataille : rafles, violents ratissages dans les quartiers populaires, barrages sur les routes, véritables offensives dans les montagnes avec blindés, hélicoptère et artillerie...Deux ans de corps à corps sanglant. Le résultat ? Il suffit de regarder la carte de la violence (voir page ..) pour en juger. Malgré les coups très durs qui leur sont portés, les islamistes n'ont cessé d'étendre leurs zones d'action. Militairement, ils ne peuvent pas battre l'armée. Et ils le savent. D'autant que la masse de la population ne leur est pas acquise. Mais ils sont passés du stade du terrorisme urbain à celui d'une véritable guerrilla. Et le pays saigne, physiquement et politiquement. "Eradiquer" les groupes islamistes...Plus personne, aujourd'hui, en Algérie, n'ose y croire. Plus grave. A force de secouer le pays, on risque un jour de le faire craquer. Il y a deux ans, on se battait à coups de bulletins électoraux ; aujourd'hui, on se massacre à la kalachnikov. Que le chaos s'installe, que les institutions se craquèlent, que l'armée perde sa cohérence et les extrémistes du FIS, mouvement révolutionnaire, peuvent s'engouffrer dans une voie royale. "On est en train de leur servir l'Algérie sur un plateau d'argent" a dit Aït-Ahmed, leader du FFS, "il faut revenir sur le terrain politique. Et tourner la page de l'affrontement." Comment ? En revenant aux urnes. "Le chemin est long et difficile mais c'est le seul possible", explique un intellectuel algérien. " Il faut que le pouvoir change résolument son discours, qu'il libère les détenus politiques, les leaders historiques du FIS, Belhadj et Madani incarcérés avant même les élections, permettre la réapparition des journaux islamistes et s'engager, sous un an, à réorganiser des élections..Bref, faire le contraire de tout ce qui a poussé les islamistes vers la clandestinité et la violence !" Comme cet intellectuel, beaucoup sont persuadés qu'on ne peut pas gommer un parti qui a recueilli trois millions de voix :

"cela ne veut pas dire trois millions d'islamistes ! Le problème en Algérie n'est pas religieux, il est politique. Les gens veulent se débarrasser du pouvoir, pas de l'Etat algérien. Maintenant, nous le savons : l'islamisme, ici, est une méthode de prise de pouvoir." Face aux électeurs du FIS, les cinq millions de démocrates qui se sont abstenus n'ont opposé aucune résistance : "cette fois, plus question d'aller à la plage. Tout le monde le sait. Chaque algérien a vécu dans sa chair la brutalité du FIS. Que tous les partis d'opposition se réunissent, qu'ils alignent un candidat démocrate contre un candidat FIS...et nous pouvons gagner à la loyale, là où l'armée n'arrive pas à les battre." A condition que le FIS accepte de revenir aux urnes, que la fureur des groupes armés islamistes n'ait pas, en deux ans de Jihad, submergé les politiques du mouvement. "Le FIS a beaucoup appris lui aussi. Il sait qu'il ne peut pas abattre l'Etat, il sait le prix de la violence" explique Nouredine Boukrouh, secrétaire général du PRA, Parti du Renouveau Algérien, proche des islamistes modérés et tenant d'une troisième voie. Lui rêve d'un mouvement islamiste à la jordanienne, prône la modernité dans l'islam, fustige le populisme du FIS, son "explication fiévreuse de l'Islam", condamne tous les meurtres au nom de l'état islamique et se déclare partisan de la répression contre les groupes armés. "le FIS doit se domestiquer, revenir au rationnel, apprendre le prix de la politique et renoncer à son aventure." Après deux années de terreur et de sang, avec un tel capital de haine, de peur, de frustration accumulé depuis trente ans, le chemin jusqu'à la réconciliation paraît long et la porte étroite. Pourtant, le pouvoir, loin des déclarations de guerre de l'année dernière, semble marcher dans ce sens. Aujourd'hui, le président Zéroual parle de dialogue, libère deux cadres islamistes et tente un timide début de discussion avec les chefs historiques du FIS emprisonnés à Blida. Et même la récente offensive de l'armée dans tous les bastions islamistes, action spectaculaire qui a fait cinq cent morts, ne semble être qu'un élément d'une nouvelle stratégie : briser les groupes armés pour négocier en position de force avec le FIS politique. Ou ce qu'il en reste. "Nous n'avons plus le choix.."s'insurge Ghania Mouffok, une journaliste qui s'est résolue à quitter cette Algérie de la violence et de la déraison, "c'est la troisième voie ou la guerre civile. Je ne veux pas de la Yougoslavie ou du Liban, les femmes de ces pays nous ont dit qu'il n'y avait rien de pire !" Elle est femme, ne porte pas le voile, fume, écrit, se bat et rejette de tout son être l'idée d'un Etat islamique mais la brutalité de la répression la fait vomir : "je n'accepterai jamais qu'on torture mon adversaire politique. Si on dit oui aujourd'hui aux cours spéciales et aux exécutions sommaires, que pourrons-nous dire demain quand les islamistes au pouvoir nous égorgeront ? Il faut être des intégristes des droits de l'homme !" Elle enrage contre ceux qui veulent couper l'Algérie en deux, entre les "gueux" du FIS et les "modernistes". Elle crie qu'il faut cesser de pousser le FIS vers ses extrêmes, l'armée vers la répression et les démocrates vers l'auto-défense ..."Mon Algérie, c'est aussi ce vieil immam égorgé parce qu'il refusait d'autoriser l'assassinat des étrangers ou ce soldat qui ne rejoint pas sa caserne parce qu'il refuse de tuer. Ou mon amie dont un fils est islamiste et l'autre soldat..Qui doit-elle sacrifier ?" Comme en écho, en Algérie, une nouvelle organisation de jeunes a commencé à parcourir le pays. Ils ont choisi leur nom, "RAJ", Rassemblement des jeunes algériens, mais surtout comme "rage" parce que, disent-ils, c'est ce mot là, héritier de la grande révolte des jeunes en 1988, qui a immédiatement suscité l'enthousiasme. Loin des partis, ils réunissent laïques et islamistes, jeunes féministes ou filles voilées du hijab : "chez nous, les islamistes préfèrent insister sur l'action sociale mais ils acceptent aussi d'aider...les filles à organiser une journée du 8 mars pour les femmes", dit Dalila Taleb, jeune présidente de vingt-cinq ans. Ils parlent de droits de l'homme, de sida ou de drogue, organisent un gala de musique à Bab-El-Oued, à Bachdjahrah ou El Harrach, vont dans les quartiers les plus dangereux, là où les militants politiques, les journalistes et les soldats, n'entrent plus. Là où l'Algérie des adultes a échoué. A leur façon, sans bruit, ces gamins sont peut-être en train d'inventer une véritable troisième voie.